

L'éducation à la sexualité, tremplin vers l'émancipation, pour construire avec les jeunes une Europe d'égalité et de progrès

C'est la conclusion du colloque européen organisé le 16 mai 2014 par Le Planning Familial avec ses partenaires européens à la veille des élections du 25 mai.

L'enjeu est de taille. Les droits sexuels sont des droits fondamentaux et constituent un enjeu majeur en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi en termes d'égalité de droits entre tous les citoyens et citoyennes d'Europe.

Etre un homme ou une femme ne donne toujours pas la même place, et aucune différence ne justifie les inégalités et le cortège des discriminations à l'oeuvre aujourd'hui en matière de sexualité. Trop de résistances freinent cette avancée en Europe : nous devons mettre toute notre énergie pour vaincre ces peurs entretenues par les tenants de l'ordre moral et social existant !

Pour construire une Europe égalitaire, une Europe démocratique, une Europe de progrès, à l'écoute des besoins des femmes et des hommes, où chacun, chacune, peut vivre librement sa sexualité sans discrimination, il nous faut inscrire cette égalité dans la pratique, dans les comportements et les mentalités, et ce, dès le plus jeune âge !

Seule une éducation à la sexualité « intégrée », émancipatrice, adaptée aux besoins des personnes concernées, à l'école et dans tous les lieux d'éducation, permettra à chacune, chacun, de se construire en toute liberté, d'accéder à l'autonomie, de faire ses propres choix. Refuser de prendre en compte l'hégémonie de la norme hétérosexuelle et l'impact des assignations aux rôles sociaux des femmes et des hommes, qui enferment autant les filles que les garçons, contribue à maintenir les inégalités et la stigmatisation de l'homosexualité.

Ces droits doivent s'inscrire dans la charte européenne des droits fondamentaux, et nous demandons au gouvernement français de porter cette revendication car

- **C'est un enjeu démocratique** : l'universalité des droits et l'égalité entre les citoyens et citoyennes, femmes ou hommes, quels que soient leur sexe ou leur identité de genre, est un pilier de la démocratie
- **C'est un enjeu d'égalité** : vivre librement sa vie sexuelle, dans le respect de l'autre, choisir d'avoir des enfants ou non, avoir accès à l'information et à l'éducation, ainsi qu'à des services de santé sexuelle de qualité est un droit fondamental.
- **C'est aussi un enjeu de santé publique** : tous les textes internationaux (OMS, ONU...) le recommandent, les Etats doivent garantir l'accès à l'information, à l'éducation, à des services de planification familiale, et à un avortement sûr et légal : lorsque ces droits ne sont pas respectés, des femmes meurent en Europe et dans le monde,

Le parlement a l'obligation de faire avancer ces droits au nom des droits humains fondamentaux que l'UE défend : droit à l'égalité des sexes, droit à la santé, droit à la non discrimination. Ces droits doivent s'inscrire de façon claire dans la charte européenne des droits fondamentaux. Nous y veillerons.

Nous appelons aujourd'hui à lutter pour une Europe où femmes et hommes pourront disposer librement de leur corps, sans contrainte imposée par un Etat ou une religion, et sans discrimination.

Pour cela, nous devons constituer un grand mouvement européen intergénérationnel des forces progressistes et citoyennes en Europe, où les jeunes ont toute leur place. Les ONG, associations, organisations de jeunes, citoyens-nes de France et d'Europe présents-es lors de ce colloque, s'engagent aujourd'hui à y participer.

Contacts presse :

Carine Favier # 06 88 82 09 10 / Véronique Séhier # 06 86 65 25 19

